

## Compte rendu

---

Ouvrage recensé :

TARDY, Thierry. *La France et la gestion des conflits yougoslaves (1991-1995) : Enjeux et leçons d'une opération de maintien de la paix de l'ONU*. Bruxelles, Établissements Emile Bruylant, Coll. « Organisation internationale et Relations internationales », 1999, XXVIII-505 p.

par Hélène Viau

*Études internationales*, vol. 31, n° 3, 2000, p. 592-595.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704201ar>

DOI: 10.7202/704201ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

accompagnée d'une course aux armements opposant la Chine et les États-Unis, est la troisième possibilité. Quatrièmement, une croissance marquée de la prolifération nucléaire pourrait obliger l'Europe à réagir. Enfin, la réflexion américaine sur le nucléaire pourrait aussi forcer la main des Européens.

En cherchant à provoquer un débat, les auteurs ont produit un livre fort utile. Les articles peuvent être considérés comme de bons points de départ individuels mais c'est surtout dans sa totalité que le livre se révélera une référence pour ceux qui s'intéressent à la sécurité européenne actuelle, à la PESC de même qu'à l'avenir du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. En respectant systématiquement la même structure, les auteurs permettent l'élaboration d'une véritable perspective comparative entre les différents cas abordés. Au moment d'écrire ces lignes, la Douma russe vient de procéder à la ratification de START II. Souhaitons que cet événement permettra, au même titre que cet ouvrage, de faire progresser la cause du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Malheureusement, ce sera peut-être le désir des Américains de ne pas respecter le traité ABM de défense anti-missiles de 1972 qui, en provoquant le raidissement de Moscou, forcera les Européens à entamer un véritable débat sur les armes nucléaires.

Martin LAROSE

Étudiant au doctorat  
Département d'histoire  
Université de Montréal

## CONFLITS ET MAINTIEN DE LA PAIX

### La France et la gestion des conflits yougoslaves (1991-1995) : Enjeux et leçons d'une opération de maintien de la paix de l'ONU.

TARDY, Thierry. Bruxelles,  
Établissements Émile Bruylant,  
Coll. « Organisation internationale et  
Relations internationales », 1999,  
xxviii-505 p.

Cet excellent ouvrage que nous offre Thierry Tardy est issu de la thèse de doctorat en science politique qu'il a soutenue en 1997 à l'Université Paris Nord, dirigée par Pascal Boniface et honorée du Premier prix scientifique de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN). Bien que les conflits yougoslaves aient fait couler beaucoup d'encre, cet ouvrage s'avère l'un des plus complets, détaillés et nuancés sur cette question dans la perspective de la politique étrangère française. Non seulement l'auteur analyse l'engagement français dans cette opération extérieure dite de « maintien de la paix », mais il replace la participation de la France à la FORPRONU dans le double mouvement de l'évolution quantitative et qualitative des opérations de maintien de la paix onusiennes et du ralliement de la France à l'ONU.

Cet ouvrage est subdivisé en deux grandes parties : la première qui s'intitule « La FORPRONU ou l'aboutissement d'une politique française récente » comprend deux chapitres. Dans un premier temps, l'auteur retrace les étapes de l'élaboration empirique et de l'évolution pragmatique du concept d'Opération de Maintien de la Paix

(OMP). Ce chapitre se révèle un outil didactique exceptionnel pour les étudiants qui veulent se familiariser avec le concept d'OMP et en comprendre les fondements politique, juridique et pragmatique. L'auteur définit dans un langage clair les différents types d'opérations en les liant directement à l'évolution de l'environnement international dans lequel ils sont intervenus. De nombreux tableaux accompagnent également cette analyse. Grâce au renouveau qualitatif de l'ONU qui est survenu avec la fin de la guerre froide, l'auteur explique qu'aux côtés des opérations de première génération, qui ne faisaient que «geler» une situation sans prendre part au processus politique, ont été créées des opérations dites de deuxième génération, qui intègrent la dimension politique et qui font partie intégrante de la solution pour régler le conflit. Tardy insiste alors sur l'ambiguïté extrême qui a caractérisé la définition des mandats et du rôle de la mission de la FORPRONU en ex-Yougoslavie. Ce chapitre offre également une remarquable analyse de la politique étrangère de la France depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Poussée par sa conception élargie de la sécurité, qui l'invite à participer par principe aux opérations militaro-humanitaires, et par la quête de maintenir son rang et son influence sur la scène internationale, la France se rallie à l'ONU et adopte un activisme sans précédent au sein des OMP. Mais cette instrumentalisation de l'ONU au service de la politique française révèle, selon l'auteur, une certaine faiblesse de la France qui pourrait difficilement agir en dehors de l'ONU.

Dans le deuxième chapitre, l'auteur démontre comment la France s'est constamment placée en pointe des initiatives politico-diplomatiques et militaro-humanitaires au sein de la Communauté européenne et ensuite de l'ONU dans la gestion des conflits yougoslaves. Tardy offre un chapitre fort détaillé et nuancé sur le processus de dislocation de la Yougoslavie et sur les réactions européennes et internationales. Il attribue à la France la «paternité» de la FORPRONU, puisque c'est elle qui, depuis 1991, proposait avec force la mise en œuvre d'une force d'interposition à l'intérieur de l'UEO, mais qui devant l'absence de volonté politique européenne se tourna vers l'ONU. Sur le plan conceptuel, la FORPRONU est une opération de maintien de paix de première génération, reposant sur la neutralité et le consentement des parties. Tardy explique que la France, tout comme les autres États, a toujours préconisé l'option humanitaire en réponse à la nécessité d'agir et a systématiquement refusé, jusqu'en 1995, toute option militaire coercitive. Les politiques onusienne et française en ex-Yougoslavie se confondent, l'ONU se présentant autant comme faire-valoir des positions françaises que comme l'organe auquel la France s'en remet pour justifier les limites de l'action internationale.

La deuxième partie de l'ouvrage s'intitule «La FORPRONU ou les limites d'une politique». L'auteur s'attarde à la question de la finalité du maintien de la paix et de la volonté des États à intervenir dans un conflit ne menaçant pas fondamentalement leurs intérêts vitaux. L'opération humanitaire de la FORPRONU ne révèle-t-elle pas la

faillite du maintien de la paix pris dans son acception large, dans la mesure où jamais elle n'a considéré les causes premières du conflit? Simultanément, l'auteur questionne l'essence même de la politique française en matière de maintien de la paix étant donné que la France s'est posée en leader de la FORPRONU. Tardy analyse alors la politique française en fonction des gouvernements qui se sont succédé entre 1992 et 1995. Il démontre que la politique humanitaire onusienne en ex-Yougoslavie, qui a été initiée et soutenue depuis 1992 par la France, n'a jamais pu être efficacement menée. Il y relève un décalage entre la rigueur des textes juridiques et l'absence de volonté politique et le refus de mise en œuvre illustré par le manque de ressources humaines et de coordination entre les composantes des opérations. En outre, non seulement l'opération de maintien de la paix est défailante puisqu'elle n'est pas de nature à régler le conflit, visant seulement à atténuer les effets sur les populations civiles, et qu'elle constitue une menace pour la sécurité des contingents déployés, mais sa définition et ses conditions d'application ne font pas même l'objet de consensus entre les États. L'auteur déplore que les actions de la France, et des autres États, ne sont que le résultat de réponses ponctuelles à certaines situations critiques sans jamais s'inscrire dans le cadre d'une véritable stratégie. La France fait face à une situation qui lui échappe et qui révèle les limites de son implication, bien qu'elle présente une politique qui ait le mérite de la continuité. En 1994, le recours à l'OTAN stigmatise l'incapacité de l'ONU à gérer la situation et confirme une certaine impuissance de la France.

L'auteur entreprend alors le dernier chapitre de l'ouvrage en esquissant les leçons françaises de la FORPRONU. Même si le président Chirac durcit le ton vis-à-vis de celle-ci et démontre une volonté de sortir de façon limitée de la logique du maintien de la paix et d'écarter la structure onusienne de commandement au profit du cadre national en proposant la création d'une Force de réaction rapide, la France est malgré tout marginalisée du processus des négociations de Dayton. L'opération des frappes aériennes menées par l'OTAN fut une opération américaine.

Thierry Tardy conclut que la politique française à l'égard de la FORPRONU a révélé un certain nombre de limites qui tiennent autant à la nature de l'opération qu'aux capacités de la France. Par conséquent, consciente des insuffisances de sa politique et de ses propres capacités, combinées aux limites de l'ensemble des opérations dites de « maintien de la paix », la « France participe au mouvement général marqué par la prudence, le repli et la non-intervention, dans une réflexion qui l'amène à reconsidérer sa politique à l'égard du maintien de la paix onusien » (p. 385). La France tendrait désormais à mieux définir les conditions de ses engagements dans une approche qui redonnerait aux États un rôle central dans la conduite des opérations, tout en tenant à ce que les opérations soient légitimées et créées par l'ONU. Les opérations de maintien de la paix continueront à être un élément central de la politique française, car elles constituent un moyen de maintenir une certaine influence sur la scène internationale.

Cet ouvrage dense, mais d'une lecture très agréable, est également riche d'une bibliographie impressionnante de sources officielles et scientifiques sur les questions de l'ONU, de l'humanitaire, de la France et des conflits yougoslaves. Également, plus d'une dizaine d'annexes fort pertinentes et intéressantes précèdent une vingtaine de cartes et schémas en couleur très utiles. Pour quiconque s'intéresse à la politique étrangère de la France ou à la question des opérations de maintien de la paix, cet ouvrage s'avère important.

Hélène VIAU

*Département de science politique  
Université du Québec à Montréal*

## SOCIÉTÉ CIVILE

### **From Motherhood to Citizenship/ Women's Rights and International Organizations.**

*BERKOVITCH, Nitza. Baltimore, Johns  
Hopkins University Press, 1999, 207 p.*

Cet audacieux petit ouvrage se propose de combler un vide important au sein de la littérature existante sur la condition féminine en racontant l'histoire des droits des femmes au *xx<sup>e</sup>* siècle vue à travers une triple grille d'analyse. L'auteur soutient que cela mène à comprendre les effets importants qu'ont les organismes internationaux sur les États-nations et les lois qu'ils adoptent pour gérer les circonstances propres aux femmes. Tout cela en moins de deux cents pages. Son étude historique suggère que c'est le niveau de développement social, et non le niveau de développement industriel, qui est relié à l'adoption de lois sur la parité salariale et à la création de ministères à la condition

féminine. Les questions qu'elle aborde ne sont pas simples, mais si le coup d'envoi est plus modeste que ce que prétend l'auteur, il est tout de même très intéressant. L'enquête est révélatrice, et elle se lit comme un roman. Il devient possible de voir les actions de divers gouvernements dans une perspective comparée. Les fausses conceptions si communes dans le domaine risquent de se faire prendre ! Par contre, nous parlons avant tout d'un ouvrage d'histoire où l'analyse, qui est la partie la plus novatrice, attend le dernier chapitre.

Dans le cadre de cette étude historique, l'auteur explore dans un premier temps l'évolution de la vie politique dans le monde, ainsi que l'expansion du domaine d'action de l'État au cours du *xx<sup>e</sup>* siècle. Dans un second temps, l'auteur étudie l'évolution du discours global sur la situation des femmes, en se penchant aussi plus particulièrement sur les changements dans la notion de féminité, ainsi que sur l'émergence et l'institutionnalisation des droits des femmes. En troisième lieu, Mme Berkovitch analyse les relations entre les États-nations et le système international. L'hypothèse proposée est que l'impact de l'action internationale ne se limite pas à l'arène internationale mais affecte aussi les États-nations. Cette analyse en trois points permet de voir l'évolution des droits des femmes au cours du siècle dernier sous un nouveau jour.

Ce livre, qui comprend à peine deux cents pages, est divisé en six chapitres. L'introduction examine les droits accordés aux femmes dans le contexte du discours global sur la condition féminine. La seconde partie se